

Thierry Vircoulon, spécialiste de l'Afrique australe à l'Institut français des relations internationales (Ifri), commente la visite d'une délégation européenne au Zimbabwe :

«Les Occidentaux ne sont plus dans une logique d'isolement de Harare»

Pour la première fois depuis sept ans, une délégation de l'Union européenne s'est rendue au Zimbabwe ce week-end. L'UE, qui souhaite favoriser la démocratisation de l'ex Rhodésie sans conforter Robert Mugabe, au pouvoir depuis 1980, a décidé de maintenir ses sanctions. Spécialiste de l'Afrique australe à l'Institut français des relations internationales (Ifri), Thierry Vircoulon analyse le sens de cette visite. **Que pensez-vous de l'attitude de l'Union européenne ?**

Cette visite s'inscrit dans les tentatives de renouer le contact entre Harare et la communauté internationale. Le FMI et la Banque mondiale ont déjà envoyé des délégations sur place. La communauté internationale n'est plus dans une logique d'isolement des autorités du Zimbabwe. Mais face à un gouvernement mixte [dirigé par l'ex opposant, Morgan Tsvangirai, ndlr], elle tente de renouer le dialogue, sans pour autant reprendre l'aide normale.

Ce pas de deux ne risque-t-il pas d'attiser les tensions internes au Zimbabwe ?

Je ne le crois pas. Le parti de Mugabe, le Zanu-PF, avait dit attendre des «excuses» de la part de l'UE avant l'arrivée de la délégation. Mais personne, en Europe, n'avait laissé entendre que l'UE allait lever les sanctions. Bruxelles maintient sa position : pas de reprise d'une aide structurelle tant que l'accord politique global, signé par Mugabe et Tsvangirai, n'est pas appliqué. En revanche, l'UE n'a pas interrompu son aide humanitaire et elle a récemment débloqué des fonds pour soutenir les secteurs de l'éducation et de la santé.

Le Premier ministre Morgan Tsvangirai accuse le camp présidentiel de torpiller le processus de réconciliation. Qu'en est-il ?

Tout est bloqué, en effet. Les blocages portent sur trois points essentiels. Primo, la rédaction d'une nouvelle Constitution est au point mort

depuis qu'une première réunion sur ce sujet a tourné au pugilat. Secundo, l'audit prévu sur les résultats de la réforme foncière et l'état des lieux de la propriété foncière est en plan. Enfin, les nominations d'un nouveau procureur général et d'un nouveau directeur de la Banque centrale se font toujours attendre. Or, il

INTERVIEW

s'agit de deux piliers essentiels du régime de Mugabe, le premier ayant mené la charge contre l'opposition, et le second ayant la haute main sur les réserves de change qui ont permis à de nombreuses personnalités du régime de s'enrichir. Les blocages sont clairement dus au parti de Mugabe, celui de Tsvangirai a tout intérêt à ce que le programme de transition soit appliqué.

Face à cette situation, que peut faire la communauté internationale ?

Une feuille de route existe : les Vingt-Sept doivent continuer de pousser à sa mise en œuvre. Je rappelle que l'accord politique global n'a pas été signé sous l'égide des

«Blancs», que Mugabe a encore conspués ces derniers jours, mais sous celle de l'Union africaine et de la SADC (Communauté pour le développement de l'Afrique australe), une organisation sous régionale. Si l'UE reprenait sa coopération, ce serait forcément perçu comme une victoire par la Zanu-PF, comme si les Occidentaux se déboutonnaient.

Quelle est la situation sur le terrain ?

Le Zimbabwe a connu une embellie au printemps. Les fonctionnaires ont été payés en dollars américains, ce qui a enrayer l'inflation. Mais cet effet positif est en train de se dissiper et dans les campagnes, le dollar zimbabwéen est réapparu. La situation est loin d'être rétablie.

L'arrivée au pouvoir de Jacob Zuma chez le grand voisin sud-africain a-t-elle changé la donne ?

Pas vraiment. Il tient un discours plus dur vis-à-vis de Mugabe. Mais cela ne l'empêche pas de prôner, comme tous ses pairs africains, la levée des sanctions de l'UE.

Recueilli par THOMAS HOFNUNG